



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant - CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 09/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE ET VITICOLE BOURGOGNE DU SUD

(Silos de Saint-Marcel)

6, avenue du président Borgeot

71350 Verdun-sur-le-Doubs

Références : CL/NM/2023/M_208

Code AIOT : 0025300038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE ET VITICOLE BOURGOGNE DU SUD implanté ZONE PORTUAIRE SUD 71380 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le retour d'expérience accidentologique permet de constater que les accidents concernant les silos (céréales, biomasse, etc.) sont récurrents, notamment ces dernières années. En France, sur la période 2020-2022, on dénombre ainsi 113 événements (hors déchets) concernant des échauffements de silos (de céréales ou de bois principalement) ou des départs d'incendie sur des équipements connexes. L'évolution du nombre d'événements sur les trois dernières années laisse entrevoir un regain d'événements sur ces installations. C'est pourquoi le Gouvernement a décidé d'orienter l'action de l'inspection pour l'exercice 2023 sur les mesures de prévention des incendies pouvant survenir dans ces installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Établissement : Société coopérative agricole et viticole Régime : Autorisation
bourgogne du sud

Adresse : Zone portuaire sud, 71380 Saint-Marcel
Code AIOT : 0025300038

Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

CAVBS est spécialisée dans le stockage et le séchage de céréales produites dans la région. Les activités de la coopérative sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 septembre 2009 modifié le 13 avril 2011.

Quatre employés sont présents en permanence sur le site.

Le thème de visite retenu est le suivant : prévention des incendies

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
8	Surveillance du stockage	Arrêté Préfectoral du 16/09/2009, article 8.1.7.	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
2	Vérification après travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
7	Détection des incidents	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 8.1.8.	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
6	Détection des incidents	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe rencontrée est expérimentée et maîtrise tout à fait le fonctionnement des installations. Le site est propre et bien entretenu.

Toutefois, plusieurs lacunes ont été détectées, notamment :

- un système de surveillance des températures des silos inopérant ;
- un contrôle en service périodique des dispositifs de sécurité inexistant.

Il est proposé au préfet de Saône-et-Loire de mettre en demeure l'exploitant afin que ce dernier remette ses dispositifs de sécurité et son organisation en accord avec les prescriptions réglementaires et techniques qui lui sont applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : « L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. »
Constats : Un responsable de silos est nommément désigné, ainsi qu'un suppléant. L'examen de leur fiche de mission fait apparaître que les tâches relatives à la gestion de la sécurité industrielle et à la prévention des risques majeurs ne sont pas suffisamment développés. Il convient de remédier à cette lacune en transmettant à l'inspection une version révisée et augmentée de ces fiches. La formation relative à la conduite des séchoirs suivie par le responsable de silos a été attestée le 10/03/2016. Celle qu'il a suivie au titre du risque incendie et explosion, le 05/03/2021. Le plan de formation n'a pas été examiné par l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vérification après travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
Prescription contrôlée : « Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. »
Constats : Une procédure a bien été mise en place pour la remise en service des installations après incident (PRO 29 V2). S'agissant des contrôles à effectuer à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations, l'exploitant déclare qu'il assure pendant un certain temps la surveillance des zones dans lesquelles des interventions ont pu être réalisées. Toutefois, cette pratique n'est décrite dans aucune procédure ou instruction. Il convient donc de remédier à cette lacune.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Observations : Globalement, l'exploitant doit développer davantage ces consignes de sécurité et

procédures d'exploitation. L'inspection a bien noté que le déploiement d'un système qualité plus solide et étayé, piloté par la responsable HSE, était en cours.

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu

Prescription contrôlée :

« La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. »

Constats :

Lors de la visite des installations, une équipe prestataire était en train d'intervenir par points chauds sur l'élévateur. L'inspection a pu constater qu'un permis feu, dûment signé par l'exploitant, lui avait bien été délivré.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

« [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...] »

Constats :

La dernière vérification des installations électriques a été réalisée les 16 et 17 mars 2023. Elle n'a pas révélé d'écart vis-à-vis des référentiels techniques.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : « (...) Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. (...) »
Constats : Le système de surveillance des températures des silos est un des maillons de la stratégie de lutte contre un incendie. Il est étroitement lié aux procédures d'inertage ou d'intervention en cas d'auto-échauffement car il peut en commander la mise en œuvre. Le constat signifié en fiche n° 8 révèle une carence en ce qui regarde le maintien dans le temps des performances de ce dispositif de sécurité. Interrogé sur les modalités de son contrôle en service, l'exploitant a répondu qu'il n'en réalisait pas, ce qui constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Détection des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de transport des produits
Prescription contrôlée : « (...) Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.(...) »
Constats : Les transporteurs à bande sont équipés de plusieurs dispositifs de sécurité : - détecteur de sur-intensité moteur ; - contrôleur de rotation ; - contrôleur de déport de bandes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Détection des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 8.1.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Organes mobiles
Prescription contrôlée : « (...) Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés et disposent de capteurs de température. (...) »
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de déterminer la liste exhaustive des organes mobiles risquant de subir des échauffements dans ses installations. L'exploitant communiquera à l'inspection la liste des organes mobiles tels que visés au 2ème alinéa de l'article 8.1.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/03/2009.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2009, article 8.1.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Système de surveillance des températures des produits stockés
Prescription contrôlée : « (...) La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Tout dépassement des seuils d'alarme provoque une alerte visuelle et sonore. (...) »
Constats : Le système de surveillance des températures des produits stockés comprend un dispositif de supervision installé en salle des commandes. En examinant cet outil de supervision, il a pu être observé que pratiquement tous les silos présentaient des alarmes, des défauts ou encore des valeurs aberrantes de température. Il ressort de ce qui précède que le fonctionnement du système de surveillance des températures équipant les silos de CAVBS à Saint-Marcel n'est pas en mode nominal, ce qui constitue une non-conformité. Invité à s'expliquer, l'exploitant a convenu que des opérations de maintenance sur les sondes étaient nécessaires mais qu'aucune d'entre elle n'avait été encore planifiée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours